

ARCHIVES DU DIOCÈSE DE LUÇON

BIOGRAPHIES VENDÉENNES

PAR

M. le Chanoine Paul BOUTIN

et

M. l'Abbé Charles GRELIER

PUBLIÉS PAR

M. le Chanoine A.-D. POIRIER

Professeur aux Facultés Libres de l'Ouest

TOME SECOND

LUÇON

H. REZEAU, IMPRIMEUR DE L'ÉVÊCHÉ

—
1951



LUÇON. — IMP. H. REZEAU



BIOGRAPHIES
VENDÉENNES

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND DES BIOGRAPHIES

	PAGES
MODESTE DELEARD, de Montaignu	1-22
I. La famille Déléard	1
II. Montaignu et la Révolution	4
III. Dénonciation et arrestation	8
IV. Condamnation à mort et exécution	11
V. Modeste Déléard mise à mort pour la foi ..	15
VI. Bibliographie et Pièces justificatives	17
DEUX MARTYRS DE LA COMPAGNIE DE MARIE :	
ANDRÉ VERGER et JACQUES-PIERRE DAUCHE	21-97
Avant-Propos	21
I. André Verger : Sa famille et le début de son ministère	23
II. M. Verger vicaire puis missionnaire	25
III. La Congrégation des Pères du Saint-Esprit et la Révolution	27
IV. Jacques-Pierre Dauche missionnaire	33
V. Le Père Dauche et la Révolution	34
VI. Injures et outrages subis par les PP. Dau- che et Verger	40
VII. Arrestation et réclusion	44
VIII. Les premiers massacres de prêtres à la Rochelle	51
IX. Les PP. Dauche et Verger conduits à la Rochelle	53
X. Massacre des PP. Dauche et Verger	57
XI. Poursuites intentées contre les meurtriers	61
XII. Les PP. Dauche et Verger martyrs	63
XIII. Bibliographie et Pièces justificatives ..	70
LES MARTYRES DE LA CONGRÉGATION DE LA	
SAGESSE	100-185
I. La Congrégation des Filles de la Sagesse ..	101
II. La Révolution	103

III. Les premières martyres	109
IV. Interrogatoires de quatre sœurs	116
V. Autres Martyres	123
VI. Les Sœurs Sainte-Véronique et Saint-Jouin	129
VII. Leur incarcération à Saint-Malo	136
VIII. Devant la commission militaire de Saint-Malo	140
IX. Devant la commission militaire de Rennes	148
X. Condamnation à mort	152
XI. Les sœurs Sainte-Véronique et Saint-Jouin sont de véritables martyres	156
XII. Bibliographie	158
XIII. Sœurs Saint-Paul et Saint-Salomon	159
XIV. Leur arrestation	161
XV. Leur martyr	170
XVI. Sœurs Saint-Paul et Saint-Salomon mises à mort pour la foi	175
XVII. Bibliographie et Pièces justificatives ..	181
XVIII. Jeanne-Françoise Nollean, dite Sœurs Saint-Casimir	185
XIX. Refus de serment et arrestation	186
XX. En prison à Vannes. La mort	189
XXI. Sœur Saint-Casimir morte pour la foi ..	193
XXII. Bibliographie	195

GABRIELLE, MARGUERITE, CLAIRE, OLYMPE VAZ DE MELLO DE LA METAIRIE (du Poiré-sur-Vie) et JEANNE ROY, leur servante (de Saint-Etienne-du-Bois)	147-245
--	---------

I. La famille Vaz de Mello	199
II. La Révolution. Arrestation des quatre sœurs et de leur servante	206
III. Leur condamnation à mort sans jugement	211
IV. Leur exécution	219
V. Immolées pour la foi	224
VI. Bibliographie et Pièces justificatives	234

PIERRE-ALEXIS PERAUREAU, curé de Saligny	247
I. Son origine et sa famille. Son vicariat au Bourg-sous-la-Roche	249

PAGES

II. Le curé de Saligny. Son refus de serment	251
III. Massacre de M. Péraudeau	255
IV. M. Péraudeau mort pour la foi	261
V. Bibliographie	267
CHARLES-DOMINIQUE POULAIN, curé de Saint-	
Nicolas de Montaigu	269-291
I. Sa famille. Son pastoral à Treize-Septiers ..	271
II. M. Poulain curé de Saint-Nicolas, à Montaigu	275
III. M. Poulain et la Révolution	278
IV. Le martyr de M. Poulain	282
V. M. Poulain martyr <i>pro fide</i>	287
VI. Bibliographie	290
MARIE-ANNE-ARMANDE GENTET, VEUVE LE	
BAULT, de la Gaubretière	293-320
I. Sa famille. Son mariage	295
II. La Révolution. La Gaubretière en 1793 et 1794	299
III. Les deux premiers massacres de la Gau- bretière	301
IV. Le grand massacre (du 27 février 1794). Martyr de Mme Le Bault	304
V. Mme Le Bault martyr <i>pro fide</i>	313
VI. Bibliographie. Pièces justificatives	319
NICOLAS GIRARD, tisserand, bedeau de N.-D.	
de Fontenay	323-352
I. Origine. Mariage. Famille	325
II. La Révolution. Arrestation de N. Girard ..	329
III. N. Girard à l'abbaye de Celles	334
IV. Requête... pour obtenir la mise en liberté de N. Girard	341
V. La mort de Nicolas Girard	345
VI. N. Girard mort pour la foi	347
VII. Bibliographie et pièces justificatives	351
JEAN-BAPTISTE REMAUD, curé des Clouzeaux	
I. Ses origines. M. Remaud vicaire	351-386
II. Le curé des Clouzeaux. Son refus de ser-	355

	PAGES
ment	356
III. M. Remaud persécuté	358
IV. Massacre de M. Remaud	364
V. M. Remaud regardé comme martyr	369
VI. Bibliographie	375
 CHARLES SERVANT, curé de Belleville	 377-394
I. Le curé de Belleville. Son refus de serment	379
II. Il souffre persécution pour la justice	382
III. Son massacre	388
IV. M. Servant martyr pour la foi	391
V. Bibliographie	394
 PIERRE-MATHURIN JAGUENEAU, vicaire du Bourg-sous-la-Roche	 395-416
I. Sa famille et sa vocation	397
II. Le vicaire du Bourg et la Révolution	399
III. M. Jagueneau continue son ministère ..	402
IV. Massacre de M. Jagueneau	405
V. M. Jagueneau mort pour la foi	411
VI. Bibliographie et Pièces justificatives	413
 PIERRE BRENUGAT, vicaire de Bazoges-en- Paillers	 417-450
I. Origine de M. Brenugat. Son vicariat	419
II. Son refus de serment	420
III. M. Brenugat persécuté	422
IV. M. Brenugat déporté	432
V. A Conanama. Sa mort	435
VI. M. Brenugat martyr	443
VII. Bibliographie et Pièces justificatives	445
 FRANÇOIS-JOSEPH-MARIE DOUGE, curé de Gi- rouard	 451-471
I. Sa naissance. Son pastorat	453
II. M. Dougé et la Révolution	454
III. Son arrestation	458
IV. Sa condamnation à mort	462
V. M. Dougé martyr pour la foi	468
VI. Bibliographie	470

	PAGES
LESAGE, curé de Dompierre	473-495
I. M. Lesage curé de Dompierre	475
II. M. Lesage et la Révolution	478
III. Massacre de M. Lesage	481
IV. M. Lesage mort pour la foi	487
V-VI. Bibliographie et correspondances	493
 JEAN-BAPTISTE TRIMOREAU	 497-540
I. Famille. Naissance. Education. Vocation ..	499
II. M. Trimoreau vicaire et desservant (de Saint-Symphorien)	501
III. M. Trimoreau et la Révolution	505
IV. Le combat de Saint-Symphorien	510
V. Arrestation de M. Trimoreau	512
VI. Son interrogatoire	515
VII. Les apprêts de la condamnation	521
VIII. Mort de M. Trimoreau	526
IX. M. Trimoreau martyr de la foi	528
X. Bibliographie et Pièces justificatives	534
 FRANÇOIS-JOSEPH BONNIN et CHARLE-FRAN- çois GOUPILLEAU, chanoines de la collé- giale de Saint-Maurice, à Montaigu	 451-573
I. F.-J. Bonnin. Sa famille. Son arrivée à la collégiale	543
II. C.-F. Goupilleau. Sa famille	547
III. M. Goupilleau vicaire au Poiré ; curé de Saint-Jacques de Montaigu et chanoine de la collégiale	550
IV. M. Goupilleau et M. Bonnin en face de la Révolution	554
V. Leur massacre	557
VI. M. Goupilleau et M. Bonnin martyrs pour la foi	561
VII. Bibliographie et Pièces justificatives	569
 CHARLES-SAMUEL-MARTIN GOUPILLEAU, curé de la Guyonnière	 575-590
I. Sa famille	577

II. Le curé de la Guyonnière	579
III. M. Goupilleau et la Révolution	581
IV-V. Le martyr	582
VI. Bibliographie	589
JOSEPH LEQUIMENER, curé de Saint-André- Trêize-Voies	
	591-612
I. Le curé de Saint-André	593
II. La Révolution	595
III-V. M. Lequimener interné à Nantes	597
VI. Sa mort	605
VII. Martyr <i>pro fide</i>	608
VIII. Bibliographie	611
LE BIENHEUREUX JACQUES-AUGUSTIN ROBERT DE LEZARDIERE, diacre et martyr (1768- 1792), par M. l'abbé Charles Grelier	
	613-817
I. Sa famille et sa naissance	615
II-III. Son enfance à Challans (La Vérie)	629
IV. A Poiroux (La Proutière)	674
V. Au Séminaire Saint-Sulpice	713
VI. Face à la Révolution (à Challans et à Poiroux)	721
VII. Face à la Révolution (à Saint-Sulpice) ..	751
VIII. Face à la Révolution (dans la prison des Carmes)	770
IX. Humiliation et glorification	788
Appendice	812
Note complémentaire sur M. Charles-Samuel- Martin Goupilleau	818
Table des matières	819

La vieille Cure ayant été aliénée, il fallut, sous l'Empire, songer à en acheter une autre. Le 21 décembre 1812, le Maire Luneau, dûment « autorisé par décret de Sa Majesté Impériale et Royale, rendu au quartier général de Smolensk le 21 avril 1812 », — comme quoi souvent la petite histoire se mêle à la grande ! — achetait à cet effet, pour la somme de 2.000 francs, de Dame Eléonore-Anne-Aimée Maublanc, veuve du S^r Joseph Joubert des Ouches, de Noirmoutier, « une maison et ses dépendances, consistant en chambres hautes et basses, jardin, etc..., sise Grand'Rue de la dite ville de Bouin ». La cure de Bouin a été reconstruite à la fin du siècle dernier, mais cette vieille maison existe toujours, transformée en dépendances diverses.

Le domaine s'agrandit l'année suivante du petit jardin légué à la Fabrique de l'église de Bouin par les Dosset pour « être joint à celui du presbytère du dit lieu, en faire partie intégrante et demeurer à perpétuité propriété de la maison curiale de Bouin » (12 août 1813) (119) ; et, en 1830, d'une maison touchant la cure au levant, achetée de ses deniers propres et donnée à la commune par l'abbé Pierre Gabory, curé de Bouin, à la condition expresse qu'elle soit jointe au presbytère (3 mai 1830) (120).

*
**

De son côté, l'hospice avait traversé sans encombre la Révolution, d'abord sous la direction de la Supérieure, devenue la citoyenne Guézel ; transformé en hôpital militaire lors de « l'entrée des troupes républicaines dans le canton », il eut pour directeur en l'an III un certain sieur Jean-François Rouzet. Redevenu hospice civil en ventôse an IV, il fut administré dès lors par une Commission spéciale (121). Au début du XIX^e siècle,

(119) Autorisation d'acceptation par décret du 5 février 1814 ; acceptation le 11 mars 1815 par le S^r Pierre Garnier, trésorier de la Fabrique.

(120) Acceptation du Maire Colin le 27 décembre 1834, autorisé par Ordonnance royale du 20 octobre 1831.

(121) Composée en l'an V de Joseph-Philippe Durand, président ; Julien Devineau, greffier de la Justice de paix ;

il avait comme Supérieure « Madame Saint-Eutrope, religieuse », des Filles du Verbe Incarné (Ursulines) de Chavagnes.

**

Reste à examiner, pour clore ce chapitre, quelles furent les répercussions de la Révolution sur les destinées de Bouin.

Disons tout d'abord qu'il est vain, à notre sens, de considérer la Révolution française isolément et d'en faire le point de départ d'une ère nouvelle, car si elle fut en quelque sorte comme la cristallisation de certains principes, on retrouve l'ébauche de ceux-ci dans les temps antérieurs, dans les doctrines des Encyclopédistes et dans celles de la Réforme, pour ne pas remonter plus haut. Il y a une part incontestable de fatalité dans tous les événements humains et ce grand mouvement n'est sans doute qu'un accident dans l'évolution générale de l'humanité.

« L'Ancien Régime, écrit Frédéric Braesch (122) était condamné en 1789 ; ni les privilèges, ni le bon plaisir n'étaient plus défendables. Une transformation profonde, radicale, une rénovation rapide et complète devait avoir lieu... ; une révolution était inévitable... » Mais il est hors de doute que « la réponse donnée par le Destin au cours des mois qui ont suivi la réunion des Etats-Généraux pouvait être différente de ce qu'elle a été », que cette révolution aurait pu se passer tout autrement et ne pas être, en définitive, suivant les termes du même auteur, « une ère de persécutions et de violences, une époque de querelles intestines... une immense catastrophe..., le point de départ de la grande déchirure nationale... ».

La Révolution fut, en fait, pour Bouin, comme pour le pays tout entier, une terrible épreuve, un bouleversement que personne n'avait imaginé. Et encore peut-on

Prosper Buffard, marchand, demeurant Grand'Rue ; Donatien Métayer, propriétaire ; Annet-Antoine Lassaigue, officier de santé, et Philippe-Joseph-Louis Colin, trésorier.

(122) F. Braesch : 1789, *l'Année cruciale*, Paris, Gallimard, 1941, pp. 11-13 et 309.

dire que, parmi toutes les communes vendéennes, Bouin est incontestablement l'une de celles qui eurent le moins à souffrir. Dans leur descente sur Machecoul, Beauvoir et Noirmoutier, au printemps de 1793, les troupes de Beysser semblent l'avoir évitée ou n'y avoir envoyé qu'un faible détachement ; de même les Colonnes infernales en 1794. Ce n'est guère qu'en décembre 1793 que la ville, devenue le réduit de l'armée de Charette, fut assiégée et occupée par la troupe républicaine. De même, comparativement à d'autres paroisses, le nombre des victimes de la Terreur y fut relativement peu élevé, quoique cependant non négligeable : les documents cités plus hauts permettent de le fixer à une centaine au plus, en y comprenant les insurgés tombés dans les combats, les condamnés et les détenus morts de maladie à Noirmoutier et les disparus.

Au point de vue matériel, l'île de Bouin se trouvait, au sortir de la Révolution, dans une situation critique : digues et chaussées, étiers, charrauds demandaient d'urgentes réparations.

Enfin, conséquences morales surtout, les Bouinais ne furent pas sans ressentir de façon particulièrement sensible la disparition de l'Ancien Régime en ce qui les concernait spécialement, c'est-à-dire la perte de leurs antiques privilèges, des franchises dont jouissait Bouin en sa qualité d'*île de mer*, ces franchises auxquelles ils étaient si attachés, pour la défense desquelles ils avaient bataillé pendant des siècles et dont le maintien était encore, à l'aube de la Révolution, au premier plan de leurs préoccupations.

La Révolution — ou plutôt la première Constitution, celle de 1791 — avait fait de Bouin un canton, composé d'ailleurs de la seule commune de l'île de Bouin, condition que justifiaient sans doute son insularité d'abord et peut-être aussi son importance relative et son ancien titre de baronnie. Bien modeste compensation, mais compensation tout de même... Mais la Constitution de l'an X, qui réduisit de 59 à 29 le nombre des cantons du département de la Vendée, supprima le canton de Bouin et rattacha la commune à celui de Beauvoir.

De cette période, pourtant éphémère; de cette dignité perdue, Bouin a conservé longtemps — ne conserve-t-elle pas toujours ? — une incurable nostalgie qui se traduit, plus ou moins consciemment, mais réellement, par une affectation d'isolement, une pointe de jalousie peut-être vis à vis de la petite cité voisine et une certaine indépendance vis-à-vis des autres communes du canton.

Cette impression ressort encore des lignes suivantes de M. L. Dubreuil, lequel, non Bouinai d'origine, n'a pu que se faire l'écho de conversations ou de doléances entendues : « Autrefois, Bouin était chef-lieu de canton ; tous les services y étaient donc rassemblés. Mais peu à peu le percepteur, l'huissier, les gendarmes, etc... ont émigré vers Beauvoir-sur-Mer, *devenu chef-lieu à son tour*, non pas à cause de son importance, mais à cause de sa situation plus centrale » (123).

Il ne faut pas déformer la réalité : Beauvoir-sur-Mer, chef-lieu de canton dès l'origine et maintenu en l'an X, n'a jamais, à aucune époque, supplanté Bouin dans aucune de ses prérogatives et les divers fonctionnaires cantonaux de Bouin n'ont jamais émigré vers Beauvoir ; ils ont été purement et simplement supprimés. Dès l'an V, d'ailleurs, le Bureau d'enregistrement de Bouin avait fait l'objet de cette mesure : les actes furent enregistrés à Beauvoir à partir du 28 brumaire de cette année. Le Bureau de Beauvoir disparut lui-même le 21 septembre 1808 et sa circonscription fut réunie à celle de Challans. Seul des officiers publics de Bouin, le notaire Louis Mignon — l'ancien Commissaire du Gouvernement — transporta ses pénates à Beauvoir en 1808, où il fonda son étude dans celle de feu François-Joseph Aubert. De ce fait, il n'y eut pas de notaire à Bouin jusqu'à ce que François-Edouard Franco, ayant acheté (avril 1835) l'une des deux études de Saint-Gervais (M^e Guicher), vienne s'y installer (mai 1836) (124).

(123) L. Dubreuil, loc. cit., p. 116.

(124) François-Edouard Franco, fils de François Franco, ancien Receveur des Douanes à Bouin (originaire de Paimbœuf) et d'Antoinette-Elisabeth Méchin, avait épousé Françoise-Marie-Geneviève Musset. Notaire à Bouin jusqu'au 13 janvier

Ajouterons-nous que cette dépendance de Bouin vis-à-vis de Beauvoir n'était pas nouvelle et que, de temps immémorial, sous l'Ancien Régime, la justice se rendait, en certains cas, pour les habitants de Bouin, sous les Halles de Beauvoir ? La *Coutume* de l'île porte expressément que « le procureur dudit Bouin pour la juridiction de Poitou » pouvait « faire assigner à toutes les grandes assises en la Cohue et Halles de Beauvoir-sur-Mer » (125). La poste se faisait de même par Beauvoir, les plus anciennes correspondances que l'on connaisse portent : à Bouin, par Beauvoir-sur-Mer. Enfin, Beauvoir a fourni à l'île de Bouin, dans le cours des XVII^e et XVIII^e siècles, de nombreux officiers seigneuriaux, sénéchaux, procureurs fiscaux, hommes de lois, etc... A charge de revanche d'ailleurs, puisque, au siècle dernier — nous l'avons noté déjà — trois des Maires de Beauvoir étaient originaires de Bouin.

*
**

Peut-on dire que la Révolution, en compensation de cette perte de prestige et des vieilles « franchises », ait apporté à Bouin des améliorations sensibles dans la situation générale de la commune ou dans la condition sociale des habitants ?

Il ne le semble pas et nous nous refusons à croire que, émancipés de la tutelle de leurs seigneurs, devenus « républicoles », suivant un vieux mot désuet que portent certains actes de l'époque, et conscients de leurs droits *d'hommes* et de *citoyens*, les Bouinais aient été plus heureux qu'auparavant.

La commune, tout d'abord, paya un lourd tribut aux guerres de la Révolution et de l'Empire ; nombre de

1858, il eut comme successeur son fils (14 janvier 1858 - 23 septembre 1861), après lequel l'étude passa successivement aux mains de MM. Dureau (1861-avril 1879), Millaud (1879-juillet 1888), Gervier (1888-février 1906), Béliard (1906-décembre 1934) et enfin à M. Raymond Béliard, titulaire actuel, à l'amabilité duquel nous devons ces renseignements.

(125) *Documents*, p. 233.

conservés de Bouin s'en furent mourir aux quatre coins de l'Europe, sur les champs de bataille, et beaucoup de maladie, dans les hôpitaux de France, dans les prisons d'Angleterre, en Espagne, en Allemagne et jusque dans les plaines de Pologne et de Russie (126). Ranson — à laquelle on ne songe guère — de cette gloire napoléonienne qui laissa, en fait, une France exsangue et diminuée...

La Révolution, dira-t-on cependant, a donné aux

(126) On relève dans les Registres de l'Etat-civil les noms suivants :

Jean Gazou, provenant de la frégate *l'Aréthuse*, revenant des prisons d'Angleterre à bord du parlementaire « *le Hope* », entré à l'Hôpital de la Marine de Cherbourg le 21 vendémiaire an IX pour cause de blessures, et décédé le 6 ventôse an IX, 38 ans ;

Jacques Desprises, du 111^e R. I., mort à Narbonne le 26 mai 1807 ;

Pierre Baril, décédé à Lyon le 7 novembre 1807 ;

Julien Gervier, 20 ans, mort à Valladolid le 19 mai 1809 ;

Mathurin Vrignaud, mort à Zamora le 24 juin 1809 ;

Pierre Marchand, 19 ans, mort à Pampelune le 29 janvier 1810 ;

Pierre Lambert, mort à St-Sébastien le 26 avril 1810 ;

Joseph Blanconnier, mort à Ciudad-Rodrigo, Hôpital de la Passion, le 11 décembre 1810 ;

Joseph Robard, 22 ans, mort à Médina del Campo, le 25 janvier 1811 ;

Louis Barreau, décédé le 9 décembre 1811 à Boulogne-sur-Mer ;

Julien Robin, mort à Lorient le 25 décembre 1811 ;

Mathurin Rousseau, fusilier au 66^e R. I., mort à Salamanque le 12 mars 1812 ;

François Rousseau, mort à Burgos, Hôpital St-Jean, le 31 août 1812 ;

François Delaprée, soldat à La Teste, mort le 15 décembre 1812 ;

Jean-Baptiste Philbert, 22 ans, mort à Metz le 10 février 1814 ;

Eustache Lurmais, mort à Wesel le 26 avril 1814.

Morts presque tous de maladie, « fièvre adynamique » ou dysenterie.

Français le sens de leur personnalité, de leurs droits, de leurs intérêts ; comme les autres, les Bouinai se sont groupés pour le « développement social et économique » de leur commune à laquelle les nombreuses associations qui s'y sont formées au XIX^e siècle — Syndicats divers, Société des Propriétaires, Société des Polders, etc... — ont donné une importance que l'île était loin d'avoir aux siècles passés, sous le gouvernement de ses barons,

Voire ! c'était quelque chose que Bouin sous l'Ancien Régime, avec sa bourgeoisie, ses fonctionnaires, ses officiers seigneuriaux : sénéchal, procureur, greffier, receveurs féodaux et une nuée de commis, ses notaires — il en eut jusqu'à dix-neuf à la fois au début du XVIII^e siècle —, ses apothicaires, ses chirurgiens, ses compagnies de garde-côtes, sans parler des nombreux prêtres attachés au service de l'église paroissiale et des divers bénéfices ou chapellenies qui y étaient desservis.

Peut-on dire que l'abolition de cet antique ordre de choses par la Révolution a été pour Bouin un avantage ? La réponse à cette question a été donnée, inconsciemment peut-être, par M. L. Dubreuil qui a écrit, à la fin de son chapitre sur l'histoire de Bouin — et il n'est pas suspect de tendresse pour le vieux temps ! — cette phrase : « Désormais, Bouin n'est plus qu'une des 36.000 communes de France, son individualité disparaît... ».

Qui, parmi les Bouinai amoureux de leur ville, pourrait trouver que c'est là un avantage ?

IV

BOUIN AU XIX^e SIÈCLE

La tourmente passée, il fallut en réparer les ruines... et l'impression qui ressort de l'étude de la situation de Bouin au début du XIX^e siècle est celle d'une restauration, d'un retour, compte tenu des changements politiques, à la situation antérieure.



Dans la vie courante, il est curieux de constater

la persistance des anciens usages.

Dans leur désir de rompre totalement avec le passé et d'instaurer un ordre nouveau, les hommes de la Révolution n'avaient rien eu de plus pressé à faire que de modifier, et dans tous les domaines, les us et coutumes traditionnels. Tout n'est pas à critiquer d'ailleurs dans l'œuvre accomplie et l'on ne peut qu'approuver, par exemple, l'instauration du système métrique et, partant, l'unification des mesures de toutes sortes sur le territoire de la République.

Sans doute ce souci de nouveauté et de systématisation fut-il poussé un peu loin et telles réformes n'ont pu résister à l'usage. Ainsi le calendrier républicain qui, cependant, n'avait pas que des défauts : si, dans ce domaine, la division décimale ne répondait pas à l'échelle humaine — le repos du septième jour ayant été parfaitement établi — et si les noms des jours étaient un tantinet ridicules, il ne reste pas moins une certaine nostalgie de ces noms de vendémiaire, nivôse, germinal, messidor..., si évocateurs et autrement suggestifs que les noms consacrés dont certains sont un défi à l'exactitude et les autres, pour la plupart, un hommage à des divinités complètement oubliées... Il n'était pas même jusqu'à ce début de l'année à l'automne qui, correspondant avec les habituelles « rentrées », ne fût au moins aussi rationnel que le 1^{er} janvier, lequel ne marque d'ailleurs le premier de l'an que depuis 1564... Et puis, la réforme du calendrier n'est-elle pas toujours à l'ordre du jour ?

Mais sur ce point — en d'autres aussi — les habitudes anciennes prévalurent : dès le début, une opposition sourde ou violente suivant les lieux se manifesta contre ces réformes ; en général, le peuple leur opposa sa force d'inertie, si lourde à vaincre... Si les papiers officiels se conforment au calendrier républicain, les correspondances particulières ne manquent pas d'indiquer les dates en « vieux style », le seul que connais-

sent les registres de catholicité tenus dans le Marais par les prêtres réfractaires.

Parmi les anciens usages qui résistèrent à toutes les révolutions, à tous les changements de régime, la Saint-Michel occupe la première place : même en pleine Révolution, le terme du 29 septembre continua d'être observé ; les baux prenaient tous effet du 8 Vendémiaire, alors qu'il eût été si facile d'en reporter l'échéance au 1^{er} de ce mois, début de l'année, quelques jours plus tôt.

Pour le reste, en général, le système métrique présentait vraiment trop d'avantages pour ne pas finir par être adopté. En ce qui concerne notamment les mesures de capacité et de superficie, leur diversité constituait une entrave sérieuse au commerce et aux relations, non seulement de province à province, mais encore de seigneurie à seigneurie, de fief à fief.

Toutefois les vieux noms sont restés et les gens des campagnes s'en servent encore très volontiers : ainsi le journal, la livre, la charge, la toise, la corde... On les a simplement adaptés au nouveau système.

La livre — monnaie — a fait place au franc, déterminé par la loi de Germinal — mais où sont les neiges d'antan ! — ; les paysans mettront de longues années à l'adopter : jusque vers 1820, les ventes se feront encore en livres ; obligatoirement, légalement libellés en francs, les prix affectent des sommes bizarres, avec des centimes..., qui ne sont que la traduction d'un chiffre rond de livres. Ainsi en l'an IX, des terrains furent-ils vendus 3.406 fr. 89 — ce qui fait 3.450 livres — et 5.925 fr. — exactement 6.000 livres — et encore, en l'an XIV, 4.100 livres ou 4.048 fr. 75... On pourrait multiplier les exemples. La livre valait 0 fr. 9875. A la longue on a fini par oublier la livre, du moins dans l'usage courant, tandis que les termes d'écus et de pistoles ont encore cours parfois à la campagne.

Par contre, la livre — poids —, arrondie de 492 grammes qu'elle pesait jadis au demi-kilogramme, est toujours couramment employée, ne serait-ce que pour la motte de beurre...

Pour les mesures agraires, l'unité commune de su-

perficie était le journal qui a toujours aussi droit de cité, mais ajusté au demi-hectare, ou 50 ares ; les paysans comptent encore plus volontiers en journaux qu'en hectares.

On désignait jadis sous le nom de journal l'espace moyen que pouvaient labourer deux bœufs en un jour. Le journal commun comprenait 80 *cordes* ou *perches* ou *brasses*, chaque corde ayant 24 *pieds*, chaque pied 12 *pouces* et chaque pouce 12 *lignes*. On employait de préférence, dans le Marais, le journal à l'*arpent*, dont la superficie était également variable suivant les lieux, mais on comptait aussi parfois en *charruies* ou *charruées* et, pour les petites surfaces, en *boisselées*. Le terme de *perche* a subsisté quelque temps dans les usages, ramené à une mesure décimale : certains actes, en particulier un acte de Bouin, du 7 avril 1818, parlent de « *perches métriques* ou *ares* ».

Le journal valait à Bouin 48 ares 59 : c'était la contenance de l'ancien journal de Bretagne (127) ; et 56 ares en Bas-Poitou, tout au moins dans la région du Nord-Ouest, à Beauvoir, Saint-Gervais, Bois-de-Céné, le Pays de Monts... Et ce sont ces chiffres, avec leurs multiples ou sous-multiples — 97 a 18, 145 a 77, 194 a 36, 291 a 54... à Bouin ; 28, 112, 168 ares, etc... à Beauvoir — qui sont constamment indiqués dans les actes notariés jusqu'à l'établissement du plan cadastral ; invariablement précédés du mot *environ*, ces chiffres, malgré leur apparente précision, ne font que traduire une équivalence de l'ancienne mesure, d'ailleurs souvent indiquée en marge.

On réservait plus spécialement pour les *terres labourables* le terme de *journée* ou de *charruie* ou *charruée*, contenance égale au journal ou sensiblement ; certains actes l'évaluent exactement à Beauvoir à 55 ares $\frac{2}{3}$ ou 55 ares $\frac{3}{4}$.

Il y avait — il y a toujours, mais on ne se sert guère du terme actuellement — quatre *boisselées* au journal : ce qui donnait à la boisselée d'autrefois une contenance

(127) Et non pas 41 ares comme le dit M. Dubreuil (loc. cit. p. 61).

de 12 ares 15 environ à Bouin et de 14 ares dans le reste du Marais.

Les mesures de capacité étaient encore plus variées et plus diverses sous un fallacieux aspect d'unité : le *boisseau*, car la valeur de celui-ci comportait quasi autant de variations qu'il y avait en France de seigneuries. Chacune de celles-ci possédait sa mesure propre dont l'étalon ou *sep* était déposé au chef-lieu.

La province de Poitou comptait, à elle seule, au moins trente-six boisseaux différents ; dans la région maraîchine, il y avait le boisseau de Beauvoir, le boisseau de Noirmoutier, le boisseau de Bouin, le boisseau de Machecoul, le boisseau de Riez, le boisseau de Commequiers, le boisseau de Saint-Gilles, etc..., dont la contenance variait de 40 litres environ (boisseau de Machecoul, 39 l. 1/2) à 75 litres (boisseau de Beauvoir). Celui-ci — auquel était égal le boisseau de Noirmoutier — était la mesure officielle de la seigneurie de la Garnache ; c'est l'un des plus grands boisseaux connus : il en fallait 56 pour faire une *charge* de sel.

Le boisseau de Bouin était légèrement plus petit : un acte du 20 novembre 1823 nous apprend que « deux boisseaux de froment beau, net, loyal et marchand, mesure de l'isle de Bouin, du poids de 112 livres le boisseau » font « sept double décalitres », ce qui donne 3 doubles 1/2 ou 70 litres au boisseau, lesquels pèsent bien, en effet, en prenant pour poids spécifique du blé 0 kg. 800, 56 kilogs. Remarquons toutefois que 112 livres d'autrefois ne font que 55 kg. 100, aussi ce chiffre de 70 litres ne peut-il être qu'approximatif.

De temps immémorial et jusqu'à nos jours — ce n'est que depuis quelques années à peine qu'on le compte à la tonne — le sel se vendait à la *charge*, qui représente 208 double-décalitres. En 1520, et depuis longtemps auparavant, la charge de sel était de 28 sacs. « Il faut 28 sacs à faire la charge, mesure de Baye ou muid de Paris », lit-on encore dans un aveu d'Anne de Rohan, dame de la Garnache, en 1635. Chaque sac contenait deux *minots* (ou boisseaux de Beauvoir) ou quatre *quartiers*.

En l'an XI, les nouvelles mesures officielles étant de-

venues obligatoires en Vendée depuis le 1^{er} vendémiaire, on essaya de substituer, mais sans succès, à l'ancienne *charge*, une mesure nouvelle, « le Muid nouveau ou kilolitre composé de cent boisseaux nouveaux ou décalitres ou de cinquante doubles » (Arrêté de l'Adjoint au Maire de Beauvoir du 25 messidor an XI). En même temps, « jusqu'à ce que le rapport du muid nouveau à l'ancienne charge ait été officiellement constaté », on le fixait provisoirement « à quatre muids huit boisseaux, ou 408 décalitres pour une charge ancienne, ainsi qu'il a été reconnu d'après un mesurage effectif fait à Bouin en présence de l'Adjoint municipal et des négociants de la dite commune ». Cependant, certains ayant fait des objections à cette décision, en arguant de la différence possible entre la charge « mesure rase en usage pour le sel déjà entassé ou qui a passé l'hiver » et la charge « mesure d'amoncelage dont on se servoit pour le sel nouveau », une Commission de « négociants, propriétaires et sauniers » de Beauvoir se rendit le 4 fructidor suivant, au port de la Gézière, « afin de mesurer de nouveau une certaine quantité de sel avec l'une et l'autre mesures » ; il se trouva alors 424 décalitres à la charge. Pour fixer de manière définitive la valeur de la charge en mesure nouvelle, on dut prendre la moyenne entre les résultats obtenus à Bouin et à la Gézière, d'où ce chiffre de 416 décalitres ou 208 doubles (128).

Il fallut à plusieurs reprises user de contrainte pour faire adopter ces mesures. Le double-décalitre, très pratique, est toutefois, depuis de longues années, entré dans les mœurs et devenu mesure courante. Cependant l'on a de plus en plus tendance actuellement à acheter et vendre au poids le sel, les fruits et les céréales, de

(128) Bien que M. Dubreuil en doute, la *charge* de sel équivaut bien à 208 double-décalitres. Les chiffres qu'il donne (loc. cit. p. 59) sont inexacts : il fallait bien 28 sacs — et non 25 — pour faire une charge, et le sac n'était pas « communément estimé 4 double-décalitres », mais quatre *quartiers*, ce qui est tout différent, le *quartier*, ou *demi-minot*, étant d'environ 37 ou 38 litres. On l'estimait, en poids, à 6.000 livres environ (Arch. dép. Vendée, L. 202, 29 ventôse an IV).

même que les succédanés de celles-ci, farines diverses, son, gruau, etc...

D'autres vieilles mesures sont encore en usage : ainsi la *toise* pour la pierre et la *corde* pour le bois. Dans le Marais, la corde de bois est égale à un cube de 4 pieds 1/2 de haut sur 8 de large, les bûches ou rondins étant coupés à 2 pieds 1/2 de longueur, ce qui donne environ trois stères, exactement 2^{me} 985.

Ainsi, on le voit, les anciens usages de la vie paysanne ont presque tous survécu aux bouleversements de la Révolution.

*
**

Mais, au sortir de cette longue période troublée, se posaient, pour l'ancienne île de Bouin, des problèmes matériels urgents :

la réparation des digues, étiers et charrauds.

Une Société, dite des Propriétaires, fut fondée en l'an VI à cet effet (129). Dès la fin du siècle, d'importants travaux furent entrepris qui se poursuivirent durant plusieurs années. La nouvelle Société fit notamment creuser le nouveau canal des Brochets, de 110 toises de longueur et 30 pieds de largeur (21 nivôse an XI) et, en l'an XI encore, le canal dit du Sud, établir les cinq ponts qui devaient le traverser (2 fructidor), et refaire les écluses des Champs et des Claudis (1^{er} floréal). Des aménagements furent encore apportés aux écoures (25 nivôse et 6 ventôse an XII) et aux chaussées de mer (8 pluviôse an XII).

Ces travaux n'étaient en somme que la continuation de ceux entrepris à partir de 1760, nécessités par l'envasement des étiers et l'action de la mer sur les digues.

La vieille Société des Propriétaires de Bouin existe

(129) Autorisée par arrêté de l'Administration centrale du 6 ventôse an VI (24 février 1798).

Le Bureau était composé, à l'origine, de Laurent-Alexandre Luminais, André Pelletier, J.-B. Rousseau, Jacques Potet, Sébastien Luneau et Philippe Colin.

toujours et continue d'assurer l'écoulement des eaux sur le territoire de la commune et l'entretien d'une grande partie des digues.

**

Pendant le même temps,

l'endiguement des retraites ou lais de mer

reprenait sa vogue d'autrefois. Le 22 nivôse an V (1797), Laurent-Alexandre Luminais achetait de l'Etat, tant pour lui que pour ses frères Michel-Pierre et René-Laurent et sa sœur Marie-Madeleine, les 102 hectares de lais de mer qui sont devenus la Matte Luminais, entre l'ancien passage du Sud et l'étier de Remou.

De leur côté, les Mourain de Bourgneuf obtenaient des Consuls le 14 fructidor an VIII (1800) l'attribution de 100 journaux environ (ancienne mesure) de lais, *le Roulleau*, situés sur les bords de l'étier du Fresne, au nord de « la rade du Dain de Bouin », à raison « d'un myriagramme de bled froment par demi-hectare » de rente foncière annuelle au Gouvernement.

Dans les années suivantes, et jusque vers 1830, de nouvelles concessions furent faites sur les côtes de Bouin aux Pelletier, aux Luminais encore, et à Jean-Antoine Rousselot de Saint-Céran, en tout 400 hectares environ.

Enfin, des prises devaient être effectuées pendant une bonne partie du XIX^e siècle sur tout le littoral, depuis la Coupelasse jusqu'à l'Epois.

**

La conquête des *lais de mer*, baptisés au siècle dernier du nom hollandais de *polders*, peut-être pour faire croire à la nouveauté de la chose, est bien antérieure à la Révolution et les ingénieurs du XIX^e siècle n'ont fait que continuer, avec toutes les facilités et les ressources de l'époque moderne, l'œuvre des pionniers des siècles précédents.

En 1789, les assèchements se poursuivaient depuis

fort longtemps, sans doute depuis le haut Moyen Age où, de part et d'autre de l'ancien cap de Beauvoir, les terrains du Golfe de Monts d'abord, puis de la Baie de Bourgneuf, furent progressivement asséchés et livrés à la culture.

Dans la Baie, les premiers terrains conquis le furent sur les rives du Dain au fur et à mesure de l'envasement du canal. Les documents manquent pour les siècles lointains mais, dès le 30 janvier 1665, une sentence du Parlement de Paris, relative aux « terres vagues, appelées *retraictes*, en dehors des ceintures et digues de mer de la dicte isle de Bouing » précisait qu'elles étaient la propriété du seigneur et interdisait à quiconque de « les occuper sans inféodations et payer rentes foncières et devoirs... ».

Les seigneurs de l'île consentirent volontiers, d'ailleurs, moyennant « rentes et devoirs » qui augmentaient leurs revenus, de nombreuses concessions de lais de mer.

À la fin de l'Ancien Régime, les endiguements connaissent, sur toute la côte atlantique, une très grande vogue : les Jacobsen venaient d'assécher d'immenses étendues de terrain dans l'île de Noirmoutier et sur la côte voisine (la Crosnière, 1766) et, à leur exemple, ce fut à qui, parmi les gros bourgeois maraîchins, en aurait sa part.

Jacques Musset, de Saint-Gervais, se faisait adjuger, en 1763, 400 arpents de « retraites » ou « saletières vagues », en bordure du Dain, paroisse de Saint-Gervais (130).

Mathurin-Charles Couthouis, bourgeois de Beauvoir, avait obtenu du Conseil d'Etat, par arrêt en date du 21 août 1764, une concession de lais de mer près le village et le port de la Barre-de-Monts, que l'arpentage effectué, en vertu de l'ordonnance de MM. les Présidents trésoriers de France au Bureau de Poitiers du 27 avril 1765, par M^e François Charruau, notaire et arpenteur juré, avait montré mesurer 79 arpents, « confrontant les dits lais de mer de l'Occident aux dunes de sables et au bras de mer qui sépare l'île de Noirmoutier de la

(130) Archives Nationales, S. 7485.

terre ferme, du costé du Nord au même bras de mer et au canal où s'écoulent les eaux des marais de Monts, de l'Orient au même canal et du midy à une digue qui sépare le dit terrain de terres sablonneuses appartenant à divers particulier ». Il en céda, le 23 janvier 1771, la moitié à M^e Jean Brossaud, notaire à Saint-Gervais. à la condition de payer la moitié dans le cens d'un denier par arpent et des frais faits et à faire pour enclorre de chaussée, dessécher et mettre en valeur les dits lais... (131).

Le 7 octobre 1784, n. h. Pierre Le Breton des Grapillières, de Noirmoutier, achetait de n. h. Jacques-Louis-Joseph Lefebvre, régisseur de la Crosnière, « agissant pour le compte du S^r Louis-Joseph Bourdon des Planches, de Paris, les relaisses de mer appelées les retraites du Culdetruye, les Clouets et le Boucaud situées isle de Noirmoutier, assencées par le Roy et relevant de luy... », moyennant 2.400 livres (132).

Le 14 novembre 1786, Messire Louis Fontanes, écuyer, demeurant à Paris, paroisse Saint-Eustache, faisant tant pour luy que pour dame Berthe Ferrier, veuve du S^r Thomas Rouget de l'Isle et demoiselles Louise-Marie-Josèphe et Anne Ferrier, ses sœurs utérines, arrentait au S^r André Pelletier, bourgeois à Bouin, environ 60 arpents de laisses ou relais de mer appelés Sartières, paroisse de Saint-Gervais, relevant de Mgr le Comte d'Artois et sujets à deux sols par arpent, moyennant 1.200 livres de rente foncière par an et 4.000 livres de pot de vin, sous la caution de M^{re} Jacques-Charles Musset, chevalier de Saint-Louis, et du S^r Joseph Pelletier, officier de canonnières à Saint-Gervais (133).

Le marquis de Caulaincourt, fermier général de l'île de Bouin, faisait lui-même, vers la même époque, plusieurs concessions à divers particuliers notamment à Jean-Baptiste Rousseau de l'Isle, receveur des domaines, d'un « petit canton de retrette ou laisse de mer situé au Bec de l'Epois dans les marais de cette isle longeant

(131) Guillot et Naulet, notaires à Saint-Gervais.

(132) Blain, notaire royal à Saint-Urbain.

(133) Blain, id.

Le Gérant : H. REZEAU.